

Compte-rendu de conférence débat

Travailler pour le quai d'Orsay après un engagement avec une organisation humanitaire, est-ce possible?

Samedi 1^{er} février 2014

10h30 – 13h

Espace Cerise, 46 rue Montorgueil, Paris 2^{ème}

Invités :

- **Pauline Carmona**, sous-directrice au sein de la Direction des Ressources Humaines du ministère des Affaires étrangères. Pauline Carmona, qui a été chef de la mission Gouvernance démocratique pour la France, nous parlera de la politique des ressources humaines du Ministère et de ses besoins en personnels contractuels.
- **Nordine Drici**, adhérent de RH, témoignera de sa reconversion à son retour en France et nous parlera du travail qu'il a effectué près de 3 ans auprès du Ministère des affaires étrangères. Il avait auparavant passé 9 ans au CICR, dont 8 sur le terrain, à des postes de management. Il occupe actuellement les fonctions de Directeur des Programmes au sein de l'ACAT-France.

Nombre de personnes présentes : 42

Ces conférences-débats organisées régulièrement par Résonances Humanitaires, s'inscrivent dans la volonté constante de l'association d'éclairer ses adhérents sur des opportunités de reconversion professionnelle qui pourraient les intéresser à leur retour de mission, ou au cours de leur parcours. Conformément au projet de Résonances Humanitaires, ces conférences vont dans le sens du projet de l'association dans la mesure où elles visent à valoriser les talents et compétences des adhérents de RH en les décloisonnant et en créant des passerelles de transfert de compétences entre différents secteurs d'activité.

Introduction d'Eric Gazeau, Directeur de Résonances Humanitaires, modérateur de cette rencontre :



Cette conférence-débat est l'occasion de mettre en lumière le nouveau partenariat qui lie Résonances Humanitaires et le ministère des Affaires étrangères (MAE). Nous en profitons également pour les remercier de leur confiance.

Les conférences métiers de RH permettent de témoigner de secteurs d'activités et de métiers qui ont du sens pour ses adhérents.

De nombreux adhérents sont intéressés par un emploi au sein du ministère des Affaires étrangères. Il s'agit donc de revenir sur les modes de sélection/recrutement et la gestion de carrière.

La priorité sera donnée aux échanges entre les personnes présentes dans la salle et les intervenants (1h sera consacrée aux questions/réponses).

Les comptes-rendus de ces conférences sont consultables en ligne à partir de <http://www.resonanceshumanitaires.org/categorie/documents/>

Présentation de Pauline Carmona et des possibilités d'emploi au MAE :

Avant de présenter les enjeux du secteur, Pauline Carmona est rapidement revenue sur son parcours. Elle est fonctionnaire au MAE depuis 17 ans, dont 6 passés à l'étranger. Elle est sous-directrice des personnels contractuels depuis 2 ans.

14 000 personnes travaillent aujourd'hui pour le ministère des Affaires étrangères :

- 6 000 sont des fonctionnaires titulaires
- 5 000 sont des salariés locaux (recrutés par les ambassades)
- **3 000 sont des contractuels**

Parmi ces contractuels :

- 800 VIA -Volontaires Internationaux en Administration (moins de 29 ans)
- 2 200 contractuels répartis entre la France (administration centrale à Paris) et l'étranger (ambassades).

La France est le deuxième réseau diplomatique au monde - après celui des USA - et est présente dans 180 pays (presque la totalité).

Le mode de recrutement privilégié est le concours, mais pour les personnels contractuels, il faut une formation et une expérience significative, particulièrement autour des questions de développement, environnement, santé, coopération (notamment autour de la gouvernance et des Droits de l'Homme). La palette des métiers est variée. Les **compétences en lien avec l'aide humanitaire sont valorisées**, surtout au centre de crise à Paris (créé en 2008), qui est en charge de la coordination de la réponse de la France aux situations de crise. Pour l'étranger, le recrutement est surtout pour des fonctions liées à la coopération et la politique culturelle, à travers le réseau des ambassades et services de coopération et d'action culturelle (SCAC), centres culturels français, instituts français, etc. *« Ce sont les relais sur le terrain de la politique française de coopération. Les missions sont définies par les autorités politiques et correspondent aux priorités gouvernementales ».*

Une carrière n'est possible que pour les fonctionnaires, les contractuels ayant la possibilité d'un CDD de 2 ans, renouvelable une fois (durée maximale de 4 ans, avec des exceptions à 5 ans). Ces contrats ne peuvent pas déboucher sur un CDI, d'où ce souhait d'aider les contractuels à rebondir, se reconverter, ce qui a amené à ce partenariat avec Résonances Humanitaires.

« Nordine est d'ailleurs un très bel exemple de compétences apportées au MAE et d'une reconversion réussie. »



Présentation de Nordine Drici:

Nordine Drici a intégré le MAE fin 2009, après plusieurs années d'expérience en diplomatie et coopération. Il a travaillé 8 ans sur le terrain avec le CICR. Il avait déjà eu la possibilité d'effectuer un stage en ambassade en tant que spécialiste du Moyen-Orient, ce qui lui a permis de comprendre la dynamique administrative. Les humanitaires n'ont pas toujours conscience des **compétences transversales** qu'ils ont pu acquérir, en conception-évaluation de projet (analyse des besoins, identification des bons acteurs, etc), négociation, coordination, mais aussi à travers les liens avec les institutions locales et la société civile. Les compétences en suivi financier sont également importantes, tout comme l'habitude du travail dans d'autres langues (notamment en anglais).

Ces angles sont autant de capacités et qualités acquises sur le terrain que les personnes qui viennent d'avoir leur concours n'ont pas forcément.

Nordine fut rédacteur (catégorie A) de 2009 à 2012. Ce poste de rédacteur droit de l'Homme se trouvait au sein d'un service chargé des questions d'État de droit, des libertés et de la reconstruction. L'objectif était de faire le lien entre langage politique et programme de coopération. Un poste polyvalent, avec des tâches diverses. Mais travailler au sein du MAE peut constituer pour certains un

« choc culturel ». Les marges de manœuvre sont moins grandes que sur le terrain et les principes de fonctionnement sont différents.

« Il y a beaucoup d'aspects positifs d'un parcours humanitaire à injecter au MAE. Les passerelles sont possibles ».

Le travail au sein du MAE lui a permis de développer un réseau en France et de développer une expertise dans l'observation électorale. Il occupe aujourd'hui un poste de manager au sein d'une ONG renommée.

Questions/Réponses :



1. Quelles sont concrètement les opportunités en termes de solidarité internationale ?

Les postes contractuels sont de catégorie A, c'est-à-dire qu'il faut détenir au minimum un **Bac+3**, et avoir **quelques années d'expérience professionnelle**. Toutes les offres sont sur le site du ministère. Pour l'étranger, les publications sont en été, pour une prise de poste à n+1 (c'est-à-dire en septembre de l'année suivante) ; ce qui permet de bien préparer son départ.

2. Après avoir travaillé au centre de crise entre 2009 et 2011, j'ai postulé à plusieurs reprises et je n'obtiens ni retours, ni entretiens. Comment affiner ma candidature ?

Le recrutement au sein du MAE est très concurrentiel. Il faut une réelle adéquation entre le CV et la fiche de poste.

En tant qu'adhérent de l'association, il sera possible de voir votre situation dans le détail.

3. Dans quelle mesure des compétences en prévention de conflit sont utiles ? Y-a-t-il des postes spécifiques sur ce sujet ?

C'est un secteur qui est à cheval sur plusieurs services. Aujourd'hui, c'est le début de la réflexion. Le MAE travaille à la définition et à la mise en œuvre d'une stratégie transversale de lutte contre la violence armée. Il existe également, au sein du centre de crise, une task force interministérielle « gestion civilo militaire ces crises ».

4. Quels sont les critères pour être recruté en tant que jeune expert associé ? Y-a-t-il un suivi particulier des anciens jeunes experts, à leur retour ?

Ce ne sont pas des postes à pourvoir au MAE, mais au sein d'organisations internationales. La concurrence est très rude, les candidats sont un peu plus âgés que par le passé et plus expérimentés. Il faut s'abonner au site pour recevoir les offres de JEA/JPO de la **Délégation des Fonctionnaires Internationaux (DFI)**.

Il faut qu'ils se signalent auprès de la DFI. Il n'y a pas de structure de suivi en tant que telle, mais le réseau des anciens existe probablement.

5. Vous avez dit que les contrats étaient limités à 4 ans, consécutifs ? Le VIA compte-t-il ? Et y-a-t-il une reconnaissance de ce travail par rapport aux concours ?

Il s'agit de 4 années consécutives et le volontariat international ne compte pas en tant que tel, car il s'agit d'un engagement et pas d'un contrat de travail.

Au bout de 4 ans, il est possible de passer le concours en interne, ce qui augmente les chances, car l'oral est plus tourné sur la reconnaissance de l'expérience professionnelle. Il est même possible de prolonger un contrat de quelques mois afin que la personne puisse passer le concours. Il existe même des concours « réservés » aux personnels contractuels (avec des dates fixées).

6. Quelles sont les tendances en termes de postes contractuels ?

Le MAE a une politique de recrutement transparente. Il y a en moyenne **400 vacances de postes à l'étranger par an, tous métiers confondus** (dont 30-40 attachés de coopération, ainsi qu'une centaine d'experts techniques internationaux), et une centaine à l'administration centrale. Il y a parfois

des créations de postes, sur une problématique, un pays, en fonction du contexte (type sortie de crise). En matière d'expertise technique, il y a une réflexion en amont quant aux secteurs qui vont être appuyés (justice, fiscalité, etc.), et qui doivent répondre aux priorités de la politique française de coopération au développement. En ce qui concerne les postes à pourvoir à Paris à l'horizon de l'été 2014 (notamment au centre de crise), les offres devraient être publiées à partir du mois de mars. RH sera informée et invitée à les relayer auprès des adhérents.

Nous pourrions relayer les besoins de **France Expertise International (FEI)**, qui est sollicité par plusieurs pays pour appuyer la création d'équivalents du centre de crise à l'étranger (et recourt pour cela à des experts de court ou moyen terme).

7. Quel est l'impact de la modernisation et des nouvelles technologies de l'information sur la façon de travailler et de communiquer au MAE ?

A partir de l'été 2014, le système de télégrammes diplomatique va évoluer. Notre communication va s'ouvrir, sous forme de communauté, ce sera une « *diplomatie 2.0* ». Les nouvelles technologies facilitent la communication, mais ne changent pas le respect de la hiérarchie.

Ce qui va continuer et qui est important en communication interne est l'évaluation annuelle, qui est une obligation légale, notamment pour les fonctionnaires. Cette évaluation annuelle, qui a lieu en avril-mai, que ce soit en France ou à l'étranger, se déroule par rapport à des objectifs (atteignables) qui avaient été fixés au préalable.

8. Question pour Nordine : quelle est la valeur ajoutée à travailler au MAE ? Avez-vous des exemples concrets de satisfactions, comme celles que l'on peut avoir lorsque l'on fait de l'humanitaire ?

Il y a beaucoup de valeur ajoutée à travailler au MAE, et beaucoup d'exemples de satisfactions. Il est possible de citer notamment l'organisation d'un événement à l'Institut du monde arabe le 8 mars 2012, autour de la journée des droits des femmes. Il y a aussi les exemples du quotidien, notamment les liens que l'on développe avec certaines organisations internationales, ou le déblocage d'argent pour un appui à des petits projets, de structures qui ne bénéficient pas forcément de beaucoup de fonds.

Ajout de Pauline Carmona : pourquoi travailler pour des ministères ? Il faut une certaine **volonté de travailler pour le service public**, pour l'Etat. Cela doit correspondre avec ses propres valeurs. Mon expérience depuis 17 ans me dit qu'il est possible d'apporter quelque chose, de peser à la manière dont sont déclinées les priorités. Il peut s'agir d'aider et représenter les partenaires locaux. On peut contribuer à la construction d'un état de droit dans un pays. Les compétences des humanitaires sont complètement en adéquation avec les besoins, les moyens et les méthodes du MAE.

9. Quelles sont vos attentes par rapport à ce partenariat avec RH ?

Concrètement, partager les fiches de poste fin que les adhérents puissent candidater. Il s'agit également d'aider les collègues contractuels, ayant travaillé en contexte d'aide humanitaire internationale - qui sortent du réseau- à **rebondir** (surtout ceux qui étaient basés à l'étranger). L'objectif est de les aider à **valoriser leurs parcours** et les mettre en lien avec d'autres structures (comme la SNCF...). Cela aura un effet démultiplicateur et leur ouvrira de nouveaux champs. Il pourra également s'agir de solliciter RH pour une formation aux métiers de l'humanitaire, auprès de nos collaborateurs.

Il y a beaucoup de domaines à explorer, au bénéfice de chacun.

Conclusion

Résonances Humanitaires relayera les recrutements de postes contractuels du centre de crise du MAE. Mais il faut toujours candidater sur le site (voir ci-dessous).

Comme pour les autres partenaires, les offres seront disponibles au bureau et sur l'espace adhérent du site web.

Références complémentaires :

- Pour en savoir plus sur les emplois et les concours au MAE :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/emplois-stages-et-concours-825/>

- Brochure, les Métiers du Ministère des Affaires Etrangères :

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/BR-metiers-2014-web_cle85915b.pdf

- Délégation aux Fonctionnaires Internationaux :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/emplois-stages-et-concours-825/delegation-aux-fonctionnaires/>

- France Expertise International:

<http://www.fei.gouv.fr/index.php>